ANSANM !

FÉDÉRATION SYNDICALE UNITAIRE – Section FSU Réunion

Avril-mai 2018

22 Mai,…. TOUS EN GRÈVE!

MANIFESTATION UNITAIRE : *Petit-Marché (9h) – Préfecture*

Le Comité Action Publique 2022 a été mis en place pour réaliser les projets les plus graves jamais imaginés pour les services publics et leurs agents : fin du statut, abandon de missions, transferts au privé, suppression de 120 000 postes, recours massif aux emplois précaires, mise en concurrence des personnels par une rémunération au mérite,… la litanie des régressions est étourdissante.

Dans tous les domaines les « réformes » Macron-Philippe sont violentes et clairement ultra-libérales ; elles s'accompagnent d'une communication destinée à dissuader tous les élans collectifs qui pourraient se fédérer.

Poursuivant sa tentative d'éteindre les contestations, ce qui est déjà en soi un aveu de faiblesse, Emmanuel Macron réfute toute « coagulation des mécontentements » pour renvoyer chacun à ses luttes sectorielles et en affaiblir ainsi la portée.

De même quand il parle de **recours massif aux emplois précaires** qui accompagneront les **suppressions de postes** dans la Fonction Publique, il espère diviser entre eux les fonctionnaires et les non-titulaires présents et à venir. Quand il met en avant le **salaire « au mérite »**, il espère renforcer l'individualisme par une mise en concurrence des personnels.

Son objectif est bien de diviser les uns et les autres, voire les uns contre les autres pour éviter la construction d'une unité qui constituerait une force capable de le faire reculer.

Il poursuit un but exactement identique quand il annonce aux cheminots que seuls les nouveaux recrutés seront touchés par la suppression du statut.

Il n'a rien inventé : **en 1997 à la Réunion**, sous la présidence de Jacques Chirac, le ministre Jean-Jacques De Peretti avait utilisé la même stratégie pour tenter de supprimer l'indexation des salaires dans la Fonction Publique en répétant que cette suppression ne concernerait que les nouveaux recrutés. Il a été bien surpris de voir la solidarité totale des agents envers leurs futurs collègues, des agents qui ont massivement fait grève, manifesté et obtenu ainsi le retrait du projet.

Et c'est bien parce que cette solidarité n'a pas failli que le projet a été abandonné.

Face au rouleau compresseur en marche contre les acquis sociaux, la FSU appelle à ne pas se laisser illusionner par la com' gouvernementale ni abuser par une rhétorique démobilisatrice visant à faire primer les intérêts particuliers sur l'intérêt général.

Si nous voulons une société plus juste, un partage équitable des richesses, des services publics capables de répondre aux besoins de la population qu'il s'agisse d'éducation, de justice, de sécurité, de santé, d'environnement,…… il est plus que temps de converger, de fédérer, de se rassembler et d'opposer à leur faiblesse notre force collective.

Il y a urgence à sauver les services publics, ensemble !

SOMMAIRE

Il vaut mieux en rire, Thatcher-Macron, cheminots, journée de solidarité, retraite,…..

U. F.S.U.
ENGAGÉ-ES AU QUOTIDIEN

Il vaut mieux en rire

A l'occasion de la visite en Inde du couple Macron, Paris Match (« le poids des mots, le choc des photos ») nous expliquait sans rire que « *même les chèvres de la capitale s'inclinent sur son passage* » et que «*Pour les Indiens, le président mérite plus que jamais le titre d' «Emmanuel le majestueux»* !

Un peu plus tard, Paris Match -encore- nous expliquait par le menu et photos à l'appui l'arrivée « majestueuse » du couple Macron au théâtre de Chaillot pour l'interview télévisée du Président le 15 avril.

De Thatcher à Macron : le vieux monde est de retour

Hasard des anniversaires, Macron est aussi vieux que les « réformes » imposées par Margaret Thatcher à la Grande-Bretagne il y a donc 40 ans.
Avant d'engager son pays dans une vague débridée de privatisation de pans entiers de services publics, sa première décision avait été de supprimer la distribution gratuite de lait dans les écoles publiques. Tout un symbole !
A comparer par exemple à la baisse des APL : exiger des plus modestes des efforts qu'on ne demande pas aux plus riches, -les « premiers de cordée »- qui eux au contraire se voient dispenser d'acquitter leur dû à la société : l'Impôt de Solidarité sur la Fortune.
Et comme Thatcher, Macron n'aime pas les syndicats. On se demande bien pourquoi !

Nous sommes tous des cheminots !

Pour justifier dans l'opinion les réformes qui les visent, la com' gouvernementale présente les cheminots comme des nantis disposant de privilèges insensés et responsables des 45 milliards de dette de la SNCF.
Il s'agit de diffuser l'idée que ces réformes ne seraient que des mesures de bon sens, de justice et surtout de « modernité ».
En réalité, la « mise en concurrence » du rail est dans le droit fil de ce qui se prépare pour les services publics : la vente à la découpe au privé et la fin du statut des personnels qui les servent.

Face à cela, les cheminots ont trouvé une forme originale de grève perlée sur trois mois.
Aidons-les à tenir en alimentant la caisse de solidarité:
https://www.leetchi.com/fr/Cagnotte/31978353/a8a95db7

Macron: Jupiter ou Hermès?

Emmanuel Macron, qui décidément ne manque pas d'estime de soi se comparait dès son entrée en fonction, au dieu **Jupiter** pour nous expliquer sa conception très particulière du pouvoir présidentiel.

A bien regarder la politique qu'il mène depuis un an, on est en droit de se demander s'il ne serait pas plutôt apparenté au dieu Hermès, ***dieu des commerçants, des banquiers et des voleurs.....***

Privatisation du rail : Thatcher l'a fait et c'est un désastre !

"*Renationalisez le réseau ferroviaire MAINTENANT !*" C'est le titre que les Britanniques pouvaient lire à la une du Daily Mirror le 13 décembre dernier. Dans une tribune, le journal dénonce, pêle-mêle, les tarifs "*les plus chers d'Europe*" et des dysfonctionnements quotidiens. Les citoyens d'outre-Manche sont nombreux à avoir réagi à cet appel à "*reprendre le contrôle*" du rail. Au Royaume-Uni, la privatisation des chemins de fer a été amorcée par Margaret Thatcher au début des années 1980. Treize entreprises privées se partagent désormais le réseau et on ne comptent plus les retards à répétition ou les accidents parfois graves :
il suffit de se rappeler la catastrophe ferroviaire de Ladgrove-Broke (1999) qui a tué 31 usagers et blessé 500 autres : les opérateurs privés ne voulaient pas investir dans des dispositifs de sécurité.

Journée de solidarité : la première c'était NON, la deuxième c'est toujours NON !

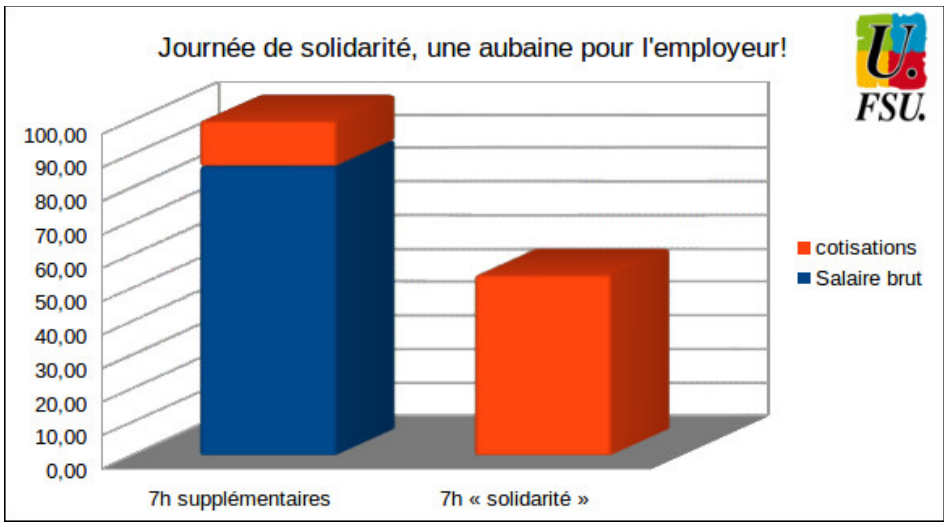
Emmanuel Macron envisage d'imposer aux salariés une 2ème journée de solidarité et pour cela il ira, dit-il, « chercher l'argent pour le faire ». Nous savons déjà dans quelles poches il compte se servir.

Suite à la canicule meurtrière de 2003, une journée dite de « solidarité » a été imposée en France. Elle avait été à l'époque très bien accueillie par le Medef, ce qui se comprend d'autant mieux que le patronat en ressort gagnant.

En effet, prenons l'exemple d'un salarié de TPE au SMIC (9.88 bruts de l'heure) :

- Pour un mois de travail, l'employeur verse 1498.50 euros bruts , auxquels s'ajoutent ses cotisations sociales soit 13 % après la réduction Fillon sur les bas salaires. **Si le salarié travaille 7 heures supplémentaires** majorées à 25 %, le montant est augmenté de 86.45 euros bruts et atteint près de 100 euros avec les cotisations sociales.
- **Si par contre ces 7 heures supplémentaires** sont effectuées au titre de la journée de solidarité, l'employeur ne verse ni salaire, ni majoration, ni cotisation à l'exception de la Contribution Solidarité Autonomie de 0.3 % annuels, soit 54 euros au lieu de 100.

  Le « coût » de la journée de travail pour l'employeur est donc quasiment divisé par 2 !



Ainsi donc les salariés offrent deux fois le fruit de leur travail : par les gains de productivité d'abord mais aussi par la généreuse économie qu'ils permettent au patronat de réaliser. Le reste du temps, toute l'année donc, ils versent des cotisations salariales qui contribuent déjà à la solidarité nationale.

Ils savent donc parfaitement bien ce que veut dire « solidarité » au sens du gouvernement : c'est travailler gratuitement pour la prospérité du Medef. Avec le projet d'une deuxième journée ils contribueront en plus à compenser la suppression de l'ISF, Impôt de Solidarité sur la Fortune dont sont dorénavant dispensés les plus riches français.

Ainsi la fin de la solidarité des plus riches -et les quelques 3 milliards qu'elle apportait- sera remplacée par la solidarité des plus modestes.

La FSU Réunion recommande vivement à Emmanuel Macron de ne pas utiliser de mot dont il ne maîtrise pas le sens. La solidarité consiste à demander à ceux qui peuvent le plus d'aider ceux qui peuvent le moins et non le contraire !

«Il n'y a pas d'argent magique»!

C'est la réponse puérile d'Emmanuel Macron à une infirmière du CHU de Rouen épuisée par le manque de moyens donnés à l'hôpital pour pouvoir soigner correctement tous les patients.

Quelques jours plus tard, il remerciait les retraités pour leurs « efforts » -c'est-à-dire la baisse de leur pension à cause de l'augmentation de 25 % de la CSG (voir notre article p.4).

Lors de son passage télévisé du 15 avril il trouvait « intéressante » l'idée d'imposer aux salariés **une deuxième journée de solidarité** pour financer la prise en charge de la dépendance des personnes âgées : « on doit construire cette solidarité », « on ira chercher l'argent pour le faire » !

Après avoir exonéré les plus riches de **l'Impôt de Solidarité sur la Fortune,** ce qui prive les finances publiques de plusieurs milliards d'euros, M. Macron, en digne fils d'Hermès le dieu des voleurs, nous explique sans rougir dans quelles poches il compte encore se servir pour renflouer les caisses. Et ce n'est pas là où il y en a le plus !

S'il n'y a pas « d'argent magique » pour l'intérêt général, il y en a de toute évidence pour les intérêts particuliers des « premiers de cordée » !

Pour tous les autres, il s'agit d'être spectateurs de la prospérité de quelques-uns tout en subissant les mesures vexatoires, l'austérité, la pré-carité, la dérégulation et au-delà, le mépris.

Indécence ? Provocation ? Les deux à la fois ?

U. F.S.U.

ENGAGÉ-ES AU QUOTIDIEN

Les retraité.e.s en marche vers la paupérisation…

Au 1er janvier 2018 la CSG a augmenté de 1,7 point. Une augmentation de 25 %, pour la plupart des retraités, provoquant une baisse nette des pensions de plusieurs centaines d'euros par an. Les retraité.e.s ont connu les blocages des pensions, des sous indexations, mais jamais une telle amputation !

Cette nouvelle baisse des pensions s'ajoute à une liste déjà longue de diminution du pouvoir d'achat des retraités:

la CASA de 0,3 %, la suppression de la ½ part fiscale pour les veuves et veufs, la fiscalisation de la majoration familiale et le blocage des pensions pendant 4 ans. Et comme si ça ne suffisait pas, la pension de 2018 est à nouveau gelée et les complémentaires bloquées pour très longtemps. Le 1er janvier, sont arrivées les augmentations des complé-mentaires santé.

La gestion des carrières des femmes tout au long de leur vie en activité amplifie les inégalités entre hommes et femmes à la retraite. Alors que l'écart de salaires entre hommes et femmes est de 27 %, les pensions de droit direct des femmes sont inférieures en moyenne de 40 % à celles des hommes.

Au final, droits directs et dérivés (dispositifs familiaux et pension de réversion) confondus, **les femmes perçoivent une pension inférieure de 26 %.**

…se mobilisent…

Des centaines de milliers de personnes ont manifesté le 15 mars à l'appel des 9 organisations nationales de retraités contre la hausse de la CSG et la baisse de leur niveau de vie.

Après celle du 28 novembre, cette mobilisation a été une belle réussite avec un doublement du nombre de manifestants. Les retraités sont descendus dans la rue massivement, dans notre département comme partout. Cette mobilisation exceptionnelle est à la mesure de la colère des retraités devant les refus répétés de nous recevoir du Président de la République, de Mme Buzyn et du Premier Ministre. A la mesure également de la morgue de ceux qui traitent les retraités de "**génération dorée**".

Loin d'être des "nantis", loin de méconnaître la solidarité inter-générationnelle qu'ils pratiquent tous les jours dans leur entourage, **les retraités sont soucieux de défendre la république sociale.**

…et revendiquent.

- L'abandon de l'augmentation de la CSG de 1,7 %,
- L'abrogation des mesures sur l'âge de départ à la retraite,
- L'abandon de la désindexation et une réelle revalorisation prenant en compte l'évolution du salaire moyen,
- Le paiement des pensions du régime général le 1er jour du mois,
- Une pension au moins égale au SMIC revalorisé, pour une carrière complète,
- La création d'une indemnité compensatrice de vie chère pour tous les retraité.e.s de La Réunion,
- Le maintien des pensions de réversion et la suppression des conditions de ressources,
- Le rétablissement de la demi-part réservée aux veuves et veufs ayant élevé un enfant,
- Le retour à la défiscalisation de la majoration de 10% de la pension pour les personnes ayant élevé au moins trois enfants.

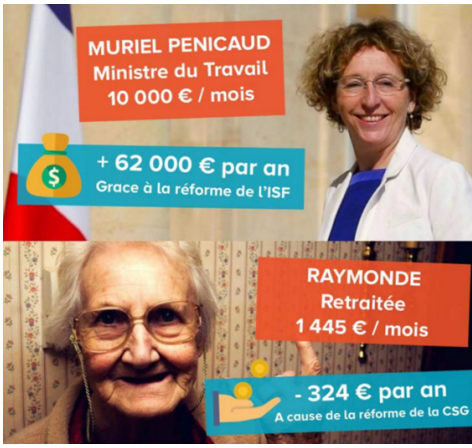
Michel Zerwetz

***La devinette du jour:* combien gagne un privilégié?**

Guillaume Pepy, PDG de la SNCF : 450 000 euros par an (*soit le plafond autorisé pour un dirigeant d'entre-prise publique!*)

Florence Parly : actuelle ministre des armées, quand elle dirigeait le fret SNCF : 52 569 euros par mois

Technicien de maintenance à la SNCF: 1549 euros par mois en début de car-rière.



FSU Réunion, 7 bd Mahatma Gandhi, appt 4, 97490 Sainte-Clotilde. Tél : 0693 00 30 52 mail : fsu974@fsu.fr

Site internet : http://fsu974.re ***Secrétaires départementaux*** : Marie-Hélène DOR, Benoit CAQUELARD